



# LA DÉCADE

LA LETTRE DU CERCLE  
JEAN BAPTISTE SAY

« Les lumières et la morale sont aussi nécessaires au maintien de la République que le fut le courage pour la conquérir. »

décembre 2016

## POURQUOI « LA DÉCADE » ?

« La Décade philosophique, littéraire et politique » cofondée par Jean-Baptiste Say en avril 1794 était publiée chaque décadi, dernier jour des trois décades qui rythmaient les mois du calendrier républicain. Selon l'affiche publicitaire qui soutint son lancement, son ambition était « d'instruire et amuser » !

« La Décade », publiée sur internet 10 fois par an, le 10 du mois, sera l'outil de communication du Cercle Jean-Baptiste Say ([www.cerclejeanbaptistesay.com](http://www.cerclejeanbaptistesay.com)), parlera d'économie, tâchera d'instruire et tentera d'amuser... Tentez votre chance ! L'abonnement est gratuit et la diffusion repose sur la promotion des lecteurs. Hommage donc à la sagesse d'un révolutionnaire qui a si bien compris l'importance de la prospérité dans le développement et le maintien de la démocratie. Et si bien expliqué les conditions nécessaires à cette prospérité : la liberté, la propriété, l'échange, le travail. Sans entrepreneurs, point de prospérité et sans prospérité, point de solidarité !

Avec Jean-Baptiste Say comme guide et pédagogue, rappeler les principes fondamentaux de l'économie et expliquer simplement les mécanismes de création de richesse pour qu'ils puissent se remettre en marche dans notre pays, voilà l'ambition de la Décade.

---

### Il nous l'avait bien dit

décembre 2016

## La France, semblable à un vaisseau sans boussole...



La période électorale qui s'est ouverte avec les primaires de la droite et du centre fait circuler beaucoup d'idées et d'éléments de programmes qui ambitionnent de redonner de la croissance à notre pays. Mais les multiples candidats qui, une fois veulent installer l'équilibre des comptes publics comme une règle d'or constitutionnelle ou (et parfois puis) s'affranchir de toute contrainte budgétaire, devraient parfois se remémorer ces quelques phrases :

« Pour suivre constamment la même route, il faut être en état d'en choisir une qui ne soit pas trop mauvaise ; sans cela on rencontre des difficultés insurmontables qu'on n'avait pu prévoir et l'on est contraint de changer de marche, même sans versatilité. C'est peut-être à cette cause qu'il faut attribuer les variations perpétuelles qui ont travaillé la France (...) depuis qu'elle s'est vue à portée d'atteindre le haut point de prospérité où l'appelaient son sol, sa position et le génie de ses habitants. Semblable à un vaisseau voguant sans boussole et sans carte, selon le caprice des vents et des vagues, ne sachant d'où il part ni où il veut arriver, elle avançait au hasard parce qu'il n'y avait point dans la Nation d'opinion arrêtée sur les causes de la prospérité publique ».

Traité d'économie politique, 1803, T1, p.30

---

## *Analyse économique*



décembre 2016

# Du PIB à la prospérité : l'importance de travailler

Le Produit Intérieur Brut mesure l'ensemble de la production de richesse réalisée à l'intérieur d'une zone économique, durant une période donnée. C'est une mesure à la fois de la production et des revenus des agents économiques d'un territoire. Cette production, ces revenus peuvent être consommés ou investis. Si l'on veut faire une analogie avec une entreprise, le PIB n'est pas le chiffre d'affaires mais la valeur ajoutée car on exclut toutes les consommations intermédiaires. Lorsqu'on parle de la croissance, c'est généralement de la croissance de cet agrégat que l'on parle. Les chiffres de croissance publiés sont généralement corrigés de l'inflation, on dit alors que le PIB est mesuré en volume, ce qui permet d'avoir une meilleure estimation de l'enrichissement réel. Par exemple si les revenus doublent mais que le niveau général des prix double également, le pouvoir d'achat ne bouge pas.

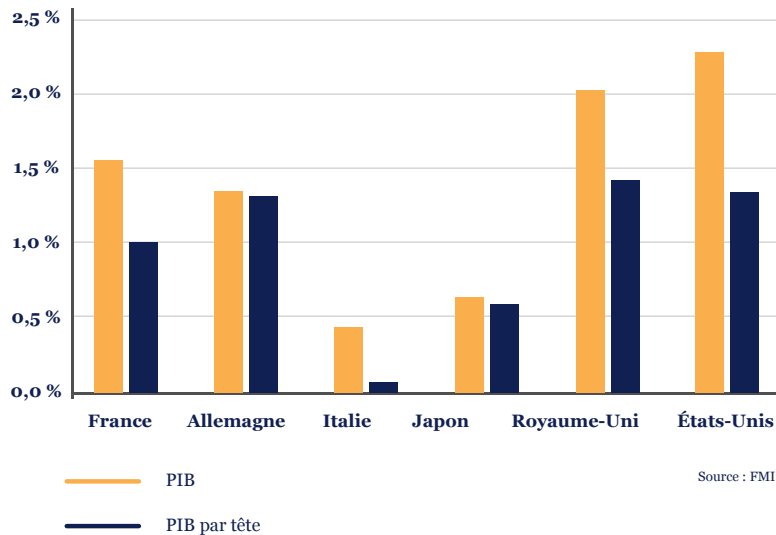
Le PIB dépend du nombre d'heures travaillées à l'échelle d'un pays et de la productivité, c'est-à-dire de leur capacité à produire de la richesse pendant une heure de travail. Celle-ci dépend à son tour du capital mobilisé pour produire, machines, logiciels, routes, etc., et de la capacité à tirer le meilleur parti de tous ces facteurs de production. En 2015 en France, un peu plus de 40 milliards d'heures de travail ont été effectuées, et celles-ci ont produit un peu plus de 50 euros de richesse en moyenne.

Le nombre d'heures travaillées dépend lui-même du nombre d'emplois et du nombre moyen d'heures travaillées. En 2015 en France, il y a 27,5 millions d'emplois et la durée moyenne de travail est de 1 467 heures par an. Enfin le nombre d'emplois dépend du taux d'activité et de la population en âge de travailler, le taux d'activité mesurant la part de cette population en emploi ou à la recherche d'un emploi.

Mais la production de richesse d'une économie ne bénéficie pas aux seules personnes en emploi, elle permet également de répondre aux besoins des enfants et des personnes âgées et plus globalement de toutes les personnes dépendantes. C'est ce qu'illustre une des variables clés du financement du système des retraites : le rapport entre le nombre de retraités et le nombre d'actifs. On peut en fait étendre le concept à d'autres dépenses. Ceci illustre que la variable clé pour le bien-être des habitants d'un pays n'est pas le PIB mais bien le PIB par tête.

Le PIB par tête est donc une meilleure estimation du niveau de vie de chaque pays et de sa variation dans le temps. Comme le montre le graphique ci-dessous, le différentiel de croissance que l'on peut constater entre l'Allemagne et les États-Unis de 1 % sur les vingt dernières années s'explique essentiellement par la démographie. Pour les habitants de ces pays, l'amélioration du niveau de vie est à peu près similaire. De même, pour des économies affichant des taux de croissance relativement faibles et proches comme l'Italie et le Japon, les données par tête montrent des réalités très différentes avec une stagnation du PIB par tête en Italie et une croissance raisonnable au Japon, quoique plus faible que dans les pays mentionnés ci-dessus.

### Croissance moyenne sur les vingt dernières années



De nos jours, les générations du baby-boom arrivent à l'âge de la retraite dans un grand nombre de pays développés et les taux de fécondité ont eu globalement tendance à baisser dans ceux-ci. En conséquence le taux de dépendance augmente fortement. En Europe occidentale, il y avait six dépendants pour dix personnes en âge de travailler. Il y en a aujourd'hui sept et il y en aura à peu près dix à partir de 2050. Dans un discours récent Mario Draghi explique qu'en l'absence de croissance de la productivité, ou d'amélioration du chômage structurel et du taux de participation, le PIB par tête devrait être inférieur au niveau actuel de 14 % en Allemagne de 16 % en Italie et de 22 % en Espagne.

Certains pays comme l'Allemagne ou le Japon montrent qu'un pays peut continuer à améliorer sa prospérité malgré une démographie défavorable. En l'absence de réformes structurelles, destinées à augmenter la productivité et le taux de participation, le vieillissement de la population risque fort d'être source d'appauvrissement alors même qu'il entrainera aussi une augmentation des dépenses moyennes de santé...

Reçu 10/10

décembre 2016

« Une vérité appartient non pas au premier qui la dit, mais au premier qui la prouve. »  
(Traité 1<sup>re</sup> ed.)

## « La Décade » ou Francois Fillon : qui mérite son 10/10 ce mois-ci ?

Un ami abonné nous a transmis le courrier ci-dessous qu'il a reçu en février et qui montre que si la Décade n'a pas des millions de lecteurs, elle en compte quelques-uns d'importance...



Collé 0/10

décembre 2016

« L'économie : il y a peu de sujet sur lequel on se soit plus donné carrière pour déraisonner »  
(traité 1<sup>re</sup> ed.)

## « Réparer les dégâts de la mondialisation » Manuel Valls, les Échos 24 novembre :

**Voici un bref extrait de ce point de vue du Premier Ministre, pas encore candidat, qu'il nous faut analyser :**

« L'Europe doit également assumer une vraie politique de croissance, investir, s'endetter s'il le faut, pour permettre à de grands champions européens d'émerger. Cela implique de réorienter la finance vers l'économie, c'est-à-dire le financement de nos entreprises, de nos infrastructures, de nos investissements. »

Comment ne pas être spontanément d'accord après une lecture rapide de ces propos ? Ils sont malheureusement un bel exemple des véhicules chargés, comme des métros aux heures de pointe, d'idées vides et même trompeuses de la réalité économique :

- De quelle Europe parle-t-on ? Si c'est l'idée européenne, elle ne peut agir dans le champ économique ; si ce sont les institutions européennes, c'est céder au réflexe du bouc émissaire : en creux on comprend que les institutions européennes n'ont pas mené « une vraie politique de croissance » ; c'est surestimer leur rôle dans la sphère économique qui est pratiquement nul : hors la politique monétaire qui est dans les mains de la BCE, la politique budgétaire est restée dans les mains des États membres et donc de la France qui s'est assise sur les engagements pris dans les traités. Par ailleurs, à l'exception de la BCE indépendante, les institutions européennes sont sous le contrôle des gouvernements nationaux et plus modestement du parlement européen et davantage encore des parlements nationaux qui approuvent par ordonnances et sans frémir la transposition des directives effectivement souvent délirantes de la Commission, qui encore une fois ne travaille pas sans mandats...
- Les institutions européennes n'ont pas de budget pour investir significativement ; au regard des déficits et des dettes accumulées au niveau national, sans effets positifs visibles sur la croissance, imaginer que créer un nouvel étage de dépense et d'endettement au niveau européen puisse être une solution ne permet que d'éviter d'analyser l'inanité des politiques budgétaires menées depuis trente ans. Celle de la France en particulier qui a fait le choix de la consommation plutôt que l'investissement : ce dernier ne représente plus que 5 % des dépenses publiques contre 64 % pour les dépenses sociales et 23 % pour les salaires. Environ 80 milliards qui se comparent aux 67 milliards consacrés à l'enseignement scolaire, aux 46 de la défense et surtout aux 43 milliards d'intérêts payés sur notre dette qui partent à hauteur de 60 % dans les poches des créanciers étrangers qui nous font encore confiance. Des transports publics, aux universités en passant par EdF, chacun perçoit bien l'état de nos infrastructures publiques...

- « Réorienter la finance » : on aurait pu penser que le recours à la « finance » comme élément de l'explication du caractère anémique de la reprise française disparaisse un jour. La « finance », n'existe pas : elle n'est que la représentation fiduciaire de l'économie ; il existe de l'épargne, de la dette, des instruments financiers, des marchés financiers, des régulateurs financiers et des entreprises financières comme les banques ou les assurances qui orientent l'épargne en fonction de la demande des épargnants et qui produisent des crédits en fonction de la demande et de la politique monétaire. Il se trouve que par effet d'éviction l'épargne est siphonnée par notre dette publique et que la régulation financière contraint les banques à une politique malthusienne dans la production de crédits aux entreprises.

Comme quoi quelques phrases simples et apparemment pertinentes exigent une correction sévère, si l'on veut que ceux qui nous gouvernent comme tous ceux qui produisent et consomment comprennent un peu mieux la mécanique pourtant bien expliquée par J-B Say qui sous-tend notre prospérité menacée.

---

---

## Parole d'entrepreneur

décembre 2016

# Christophe LASSERRE-VENTURA, associé de PRIMEUM, cabinet spécialisé dans le domaine de la rémunération variable.



Photo C.Hargoues

C'est à la fin des années 90, chez Sanofi où il est chargé de redéfinir la politique de rémunération variable des équipes de visite médicale, que Christophe fait le constat que l'offre conseil dans ce domaine est quasi inexistante. Il rencontre alors son futur associé avec lequel il développe Primeum pour en faire un leader de la rémunération variable proposant une offre globale couvrant l'intégralité des besoins de l'entreprise, de l'audit à la conception de dispositifs de primes jusqu'à la mise en œuvre de solutions SaaS de gestion et d'animation.

Sensibilisé dès son plus jeune âge à la cause des personnes en situation de handicap mental, Christophe s'implique par ailleurs dans la Fondation Perce-Neige qu'il préside depuis 1995.

### 1) Pourquoi être devenu entrepreneur ?

La réponse à cette question se trouve probablement dans l'étymologie même du mot entrepreneur qui vient du latin «inter prehendere» : saisir avec la main.

En effet, après un parcours d'une dizaine d'années dans l'assurance puis l'industrie pharmaceutique, j'ai ressenti le besoin de « prendre mon avenir en main ». Si je ne regrette pas ces années extrêmement formatrices au sein de grandes organisations, les perspectives

que j'entrevois à cette époque ne répondaient pas au parcours de vie auquel j'aspirais. Le mode de fonctionnement d'une grande entreprise avec son inertie décisionnelle, sa lourdeur hiérarchique, son manque de réactivité, son caractère impersonnel et ses contraintes organisationnelles ne rentrait plus dans le schéma professionnel et personnel qui m'animait. L'envie de créer une entreprise, de développer une équipe, de créer de la valeur sur le plan humain et économique, de bénéficier d'une certaine liberté, de réussir un challenge ambitieux et une belle opportunité m'ont alors aidé à quitter les « ors de l'industrie ».

## 2) Le chef d'entreprise est-il le seul à entreprendre ?

La réussite d'une démarche entrepreneuriale repose en grande partie sur l'adhésion de l'ensemble des équipes à la vision de l'entrepreneur. Nous sommes tous dans le même bateau avec la volonté de traverser l'océan. Certes, le capitaine tient la barre et donne des instructions, prend ses responsabilités en cas de gros temps mais pour que son embarcation reste agile et performante, il doit être à l'écoute de son second, de son équipage, qui doivent rester force de propositions, d'améliorations ou d'innovations. C'est en développant l'esprit entrepreneurial des équipes que nous nous donnons le plus de chance de réussir avec le corollaire indispensable qui consiste à reconnaître la performance, l'implication et le succès lorsqu'ils sont au rendez-vous.

## 3) Pour vous, qu'est-ce que la création de valeur ?

Il serait peut-être plus adapté aujourd'hui de parler de création de « valeurs ». Si la dimension économique reste une composante essentielle de l'aventure entrepreneuriale, d'autres valeurs sont indispensables à sa réussite : créer les conditions de développement personnel des équipes, de leur épanouissement et bien-être au travail, favoriser les lieux et les temps d'échanges, inciter à la créativité, susciter les initiatives, rendre autonome et responsable, valoriser le succès, adopter une démarche éthique. Une vision souvent court terme imposée par les priorités opérationnelles et le manque de moyens relèguent parfois le développement du capital humain aux oubliettes alors que nous devons en faire une priorité... mais fort heureusement les générations Y et Z sont là pour nous rappeler à l'ordre.

## 4) Quelles sont les trois mesures que vous prendriez pour améliorer le développement des entreprises françaises ?

En cette période de campagne présidentielle, permettez-moi de vous présenter ma « wish list » :

- alléger le carcan réglementaire et administratif afin de soulager les entrepreneurs de tâches chronophages, redondantes et souvent inutiles ;
- baisser les charges afin de gagner en compétitivité, redonner une capacité d'investissement et de développement ;
- simplifier le code du travail pour sortir d'une vision coercitive et passer à une relation participative et de confiance ;
- renforcer les incitations fiscales à la création et au développement des entreprises pour libérer les énergies créatrices et favoriser les vocations.

Pour les plus optimistes, décembre est aussi la période de Noël...

---

---